

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN MARS 2018

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN MARS 2018

La présente Communication en Conseil des Ministres vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin mars 2018, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de la réalisation des dépenses par rapport au budget adopté.

I- MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin mars 2018 s'élèvent à **2.192,5 milliards de FCFA** pour une prévision de **1.377,6 milliards de FCFA**, soit un taux de mobilisation de 159,2%, en lien notamment avec l'émission d'euro-obligations sur le marché financier international. Outre les ressources levées sur les marchés monétaire et financier, ces réalisations s'expliquent également par l'évolution des recettes fiscales, des recettes non fiscales ainsi que des ressources extérieures et de la trésorerie.

Les recettes fiscales ont été collectées à hauteur de **773,9 milliards de FCFA** pour un objectif initial de **808,9 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de 95,7%. Toutefois, ces réalisations sont en ligne avec les objectifs révisés du programme économique et financier conclu avec le Fonds Monétaire International, pour tenir compte notamment des ajustements opérés à la suite de la suspension de l'annexe fiscale 2018 et les changements d'hypothèses sur l'évolution des prix de certains produits et du cours du dollar. Ces réalisations se déclinent suivant les principaux impôts et taxes et comparativement aux objectifs initiaux comme suit :

- **l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers** a enregistré un écart positif de 6,5 milliards de FCFA avec un niveau de recouvrement de **17 milliards de FCFA** pour une prévision de 10,5 milliards de FCFA. Cette performance est en lien notamment avec le paiement en 2018 de 4,2 milliards de FCFA d'IRVM ;
- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** a été recouvré à hauteur de **18,9 milliards de FCFA** pour une prévision de 14,9 milliards de FCFA, soit un dépassement d'objectif de 4 milliards de FCFA, résultant principalement du paiement plus tôt que prévu de 3 milliards de FCFA au titre du premier tiers ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** en régime intérieur a enregistré un niveau d'encaissement de **99,9 milliards de FCFA** contre 96,9 milliards de FCFA prévus, soit un écart positif de 3 milliards de FCFA ;
- **les taxes à l'exportation (DUS)** ont été collectées à hauteur de **138,7 milliards de FCFA**, quasiment en ligne avec les prévisions, nonobstant l'établissement du prix CAF moyen du cacao à 1.169,7 francs CFA/kg contre un objectif de 1.180 francs CFA/kg.

Les évolutions moins favorables ci-après ont atténué l'effet des résultats positifs sus-évoqués :

- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales**, recouvrées à hauteur de **189,2 milliards de FCFA**, avec une moins-value de 24,4 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 213,6 milliards de FCFA. Elles ont été affectées par un volume de marchandises générales en droit commun inférieur aux prévisions (2.344.812 tonnes en réalisation contre 3.063.853 tonnes en projection) ;
- **les taxes à l'importation sur les produits pétroliers** se sont chiffrées à **81,4 milliards de FCFA** contre un objectif de 89,1 milliards de FCFA, dégageant un écart négatif de 7,7 milliards de FCFA, en lien avec une évolution défavorable de la taxation moyenne du gasoil (168,9 francs CFA/litre en réalisation contre un objectif de 175,5 francs CFA/litre) et du super carburant (149,1 francs CFA/litre en réalisation contre un objectif de 149,8 francs/litre), ainsi qu'un volume du super carburant mis à la consommation inférieur de 24,6 millions de litres par rapport aux prévisions ;

- **les patentes et licences**, collectées à hauteur de **13,8 milliards de FCFA**, enregistrent une contreperformance de 3,5 milliards de FCFA, due au gap négatif observé au niveau de la patente commerce ;
- **la taxe sur les tabacs et les boissons** a été encaissée à hauteur de **10,2 milliards de FCFA**, avec un écart négatif de 2 milliards de FCFA par rapport aux projections, en rapport avec le réaménagement à la baisse des taux de la taxe sur les tabacs et de la taxe sur les boissons initialement prévus par l'annexe fiscale 2018 ;
- **les droits d'enregistrement et de timbre** se sont établis à **18 milliards de FCFA** pour un objectif de 20,9 milliards de FCFA, en raison, notamment de la non perception des droits d'enregistrement sur le coton, la noix de cola et la noix de karité, initialement prévus pour 1,8 milliard de FCFA.

Les recettes non fiscales ont, quant à elles, été recouvrées à hauteur de **40,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 9,7 milliards de FCFA, soit un écart positif de 30,7 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation résulte principalement de l'encaissement d'un montant de 23,8 milliards de FCFA au premier trimestre, au titre des licences de télécommunications.

En ce qui concerne les émissions sur les marchés monétaire et financier, elles ont permis de mobiliser **1.173,9 milliards de FCFA** contre 325 milliards de FCFA prévus, en rapport avec le succès enregistré au titre de l'émission d'euro-obligations à hauteur de 1.115,1 milliards de FCFA.

S'agissant des ressources extérieures issues du financement des projets, elles se sont situées globalement à **174,2 milliards de FCFA** avec un taux de réalisation de 86% par rapport à l'objectif de 202,6 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation est consécutif à la mobilisation des emprunts-projets et des dons-projets à hauteur respectivement de 97,6% et 57,3%.

Enfin, les ressources de trésorerie se sont établies à **30,1 milliards de FCFA** et concernent les recettes affectées au remboursement des crédits de TVA ainsi que la part des recettes de TVA à reverser au secteur de l'électricité.

II- EXECUTION DES DEPENSES

Les dépenses ont été exécutées à fin mars 2018 à hauteur de **1.218,2 milliards de FCFA** pour une prévision de **1.319,9 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 92,3%. Ce niveau d'exécution des dépenses résulte des opérations ci-après.

Le paiement du service de la dette s'est établi à **285 milliards de FCFA** contre 306,1 milliards de FCFA prévus, soit un écart négatif de 21,1 milliards de FCFA. Cet écart s'explique, entre autres, par le report au 2^{ème} trimestre 2018, d'un paiement de 8,4 milliards de FCFA d'échéances de dettes titrisées (dette intérieure) initialement prévues pour le 1^{er} trimestre 2018. Ce niveau de réalisation se justifie également par l'impact de la baisse du taux de change du dollar US en francs CFA, qui s'est établi à 546 FCFA pour 1 dollars US contre 619 FCFA pour 1 dollars US initialement projeté.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de **401,1 milliards de FCFA** pour une prévision de **406,4 milliards de FCFA**.

Les dépenses d'abonnement ont atteint **12,2 milliards de FCFA** contre une prévision de 13,7 milliards de FCFA. Ces dépenses ont porté sur la consommation d'électricité (8,6 milliards de FCFA), de téléphone (1,8 milliard de FCFA) et d'eau (1,8 milliard de FCFA). Il convient d'indiquer que, conformément à l'engagement du Gouvernement, toutes les factures courantes validées ont été payées.

Les subventions et transferts ont été exécutés pour un montant de **70,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 76,3 milliards de FCFA, dégageant un écart négatif de 5,7 milliards de FCFA principalement dû au faible niveau d'exécution des subventions aux écoles privées du fait de la vérification préalable des effectifs avant paiement.

Les autres dépenses de fonctionnement, réalisées à hauteur de **94,3 milliards de FCFA**, ont été globalement contenues dans les dotations budgétaires prévues de 119 milliards de FCFA.

Les dépenses de sécurité et d'élections se sont chiffrées à **5,9 milliards de FCFA** et couvrent principalement les dépenses effectuées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité ainsi qu'au titre des élections sénatoriales.

S'agissant **des dépenses d'investissement**, elles ont été exécutées à hauteur de **316,5 milliards de FCFA** contre un objectif au premier trimestre de 367 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 86,2%. Ces dépenses ont été financées à 45% sur les ressources intérieures et 55% sur les ressources extérieures.

Par rapport aux dotations annuelles, le taux de consommation des crédits d'investissement s'établit globalement à 16,6% avec 22 ministères et institutions présentant des taux d'exécution inférieurs à 15% et 16 ayant réalisé des taux supérieurs à 15%.

Enfin, les dépenses de trésorerie sont ressorties à **32,5 milliards de FCFA**, dont 24,6 milliards de FCFA au titre du remboursement des crédits de TVA et 7,9 milliards de FCFA de reversement de la part des recettes de TVA affectée au secteur de l'électricité.

Il convient également de souligner que l'exécution budgétaire 2018 fait ressortir un niveau de **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales** de **520,3 milliards de FCFA**. Ce niveau d'exécution est en dépassement de 29 milliards de FCFA par rapport à l'objectif plancher de 491,3 milliards de FCFA.

CONCLUSION

Au terme du premier trimestre 2018, les ressources budgétaires ont été mobilisées au-delà des objectifs fixés, en lien avec le succès de l'émission d'euro-obligations réalisée en mars 2018. En ce qui concerne l'exécution des dépenses, elle a été contenue dans les limites des dotations budgétaires.

Au cours du second trimestre, les efforts de mobilisation des ressources seront renforcés avec la poursuite des réformes déjà engagées, notamment au niveau des recettes fiscales, en vue de l'atteinte des objectifs annuels.

Telle est l'économie de la présente Communication en Conseil des Ministres relative à l'exécution budgétaire au premier trimestre 2018, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU
PREMIER MINISTRE, CHARGE DU
BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE
L'ETAT**

Adama KONE

Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin mars 2018)

(En milliards de FCFA)

| LIBELLE | Fin mars 2018 | | LIBELLE | Fin mars 2018 | |
|--|----------------|----------------|---|----------------|----------------|
| | Objectif | Réalisation | | Objectif | Réalisation |
| RESSOURCES BUDGETAIRES | 1 346,2 | 2 162,4 | DEPENSES BUDGETAIRES | 1 288,5 | 1 185,7 |
| Ressources intérieures | 1 143,6 | 1 988,2 | Dettes publiques | 306,1 | 285,0 |
| Recettes fiscales | 808,9 | 773,9 | Dette intérieure | 233,0 | 222,3 |
| DGI | 363,7 | 361,6 | <i>Principale</i> | 209,9 | 201,1 |
| <i>dont FER</i> | 23,6 | 19,8 | <i>Intérêts</i> | 23,2 | 21,3 |
| TRESOR | 2,8 | 3,0 | Dette extérieure | 73,1 | 62,7 |
| DGD (Hors PCC, PCS et SGS) | 442,4 | 409,4 | <i>Principale</i> | 27,8 | 25,6 |
| <i>dont FER</i> | 83,6 | 84,3 | <i>Intérêts</i> | 45,3 | 37,1 |
| Recettes non fiscales | 9,7 | 40,4 | Dépenses ordinaires | 615,4 | 578,2 |
| Privatisation et vente d'actifs | 0,0 | 0,0 | Personnel | 406,4 | 401,1 |
| Transfert des entreprises | 0,3 | 0,0 | Abonnement | 13,7 | 12,2 |
| Revenus du domaine DGI | 5,7 | 6,1 | Subventions et transferts | 76,3 | 70,6 |
| Licences de télécommunication | 0,0 | 23,8 | <i>dont subvention au secteur électricité</i> | 0,0 | 7,9 |
| Intégration ressources additionnelles C2D | 0,0 | 0,0 | Autres dépenses de fonctionnement | 119,0 | 94,3 |
| Fonds d'Investissement en milieu rural | 0,0 | 0,0 | <i>dépenses sociales ciblées</i> | 0,0 | 0,0 |
| Autres recettes non fiscales | 3,7 | 10,5 | <i>Charges de fonctionnement des services</i> | 116,7 | 94,3 |
| Emprunts sur marchés monétaire et financier | 325,0 | 1 173,9 | Dépenses de sécurité et d'élections | 0,0 | 5,9 |
| Emprunts obligataires | 150,0 | 0,0 | Financement intérieur | 0,0 | 5,9 |
| Bons et obligations du Trésor | 175,0 | 58,8 | <i>dont investissement</i> | | |
| Eurobonds | 0,0 | 1 115,1 | Financement extérieur | 0,0 | 0,0 |
| Ressources extérieures | 202,6 | 174,2 | Dépenses d'investissement | 367,0 | 316,5 |
| Appuis budgétaires | 0,0 | 0,0 | Financement intérieur | 164,4 | 142,4 |
| FMI | 0,0 | 0,0 | Investissement FIMR | 0,0 | 0,0 |
| Banque Mondiale | 0,0 | 0,0 | Construction barrage de Soubré | 0,0 | 0,0 |
| AFD (C2D) | 0,0 | 0,0 | Projets C2D | 19,0 | 14,7 |
| BAD | 0,0 | 0,0 | Couverture Maladie Universelle (CMU) | 2,6 | 0,0 |
| UE | 0,0 | 0,0 | | | |
| Gouvernement Espagnol (C2D) | 0,0 | 0,0 | Financement extérieur | 202,6 | 174,2 |
| Financement extérieur | 202,6 | 174,2 | Dons-projets | 58,4 | 33,5 |
| Dons-programmes (PAPC) | 0,0 | 0,0 | Emprunts-projets | 144,2 | 140,7 |
| Dons-projets | 58,4 | 33,5 | | | |
| Emprunts-projets | 144,2 | 140,7 | | | |
| OPERATIONS DE TRESORERIE (II) | 31,3 | 30,1 | OPERATIONS DE TRESORERIE (II) | 31,3 | 32,5 |
| Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA | 24,6 | 24,6 | Remboursement de crédits de TVA | 24,6 | 24,6 |
| TVA secteur électricité | 6,7 | 5,5 | Reversement TVA au secteur électricité | 6,7 | 7,9 |
| TOTAL GENERAL | 1 377,6 | 2 192,5 | TOTAL GENERAL | 1 319,9 | 1 218,2 |

ANNEXE 2 : EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES

(Etat de réalisation à fin mars 2018)

En milliards de FCFA

| LIBELLES | FIN MARS | | |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|
| | Objectif | Réalisation | Ecart (Real-Obj) |
| RECETTES FISCALES BUDGETAIRES | 808,9 | 773,9 | -35,0 |
| <u>DGI</u> | <u>363,6</u> | <u>361,6</u> | <u>-2,0</u> |
| Impôts directs | 168,2 | 175,9 | 7,8 |
| BIC pétrole et gaz | 11,6 | 11,6 | 0,0 |
| - BIC pétrole | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| - BIC gaz | 11,6 | 11,6 | 0,0 |
| Autres impôts directs hors pétrole et gaz | 156,6 | 164,4 | 7,8 |
| - BIC hors pétrole | 14,9 | 18,9 | 4,0 |
| - Impôt synthétique et AIRSI | 6,8 | 5,4 | -1,5 |
| Impôts sur revenus et salaires | 124,4 | 123,1 | -1,3 |
| Contribution pour la sortie de crise (ex CRN) | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Impôts fonciers | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC | 10,5 | 17,0 | 6,5 |
| Impôts indirects | 195,5 | 185,7 | -9,8 |
| TVA (hors part secteur électricité) | 96,9 | 99,9 | 3,0 |
| TOB | 17,9 | 17,1 | -0,8 |
| Taxes sur boissons et tabacs | 12,1 | 10,2 | -2,0 |
| Droits d'enregistrement et de timbre | 20,9 | 18,0 | -2,9 |
| <i>dont enregistrement café cacao</i> | <i>0,0</i> | <i>0,3</i> | <i>0,3</i> |
| Patentes et Licences | 17,3 | 13,8 | -3,5 |
| Taxes d'exploitation pétrolière | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Taxe d'exploitation du gaz | 5,0 | 5,0 | 0,0 |
| Taxes sur les télécommunications | 12,1 | 12,7 | 0,6 |
| Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques | 6,7 | 4,9 | -1,8 |
| Taxe sur le caoutchouc | 1,1 | 0,0 | -1,1 |
| Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques | 0,4 | 0,0 | -0,4 |
| Taxe sur les transferts d'argent | 0,2 | 0,0 | -0,2 |
| Taxe ad valorem | 4,5 | 3,6 | -0,9 |
| Accises et autres taxes indirectes | 0,5 | 0,5 | 0,0 |
| <i>Taxe pr le dev touristique</i> | <i>0,1</i> | <i>0,2</i> | <i>0,1</i> |
| <u>TRESOR</u> | <u>2,8</u> | <u>3,0</u> | <u>0,1</u> |
| Impôts directs | 2,5 | 2,7 | 0,2 |
| Impôts sur revenus et salaires | 2,5 | 2,7 | 0,2 |
| Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer) | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Impôts indirects | 0,4 | 0,3 | -0,1 |
| Timbres et vignettes | 0,4 | 0,3 | -0,1 |
| Autres indirects | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| <u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u> | <u>442,4</u> | <u>409,4</u> | <u>-33,0</u> |
| Droits et taxes à l'importation | 302,7 | 270,6 | -32,1 |
| Taxes sur produits pétroliers | 89,1 | 81,4 | -7,7 |
| Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC) | 213,6 | 189,2 | -24,4 |
| Taxes à l'exportation | 139,7 | 138,7 | -1,0 |

ANNEXE 3 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT
(Etat de réalisation à fin mars 2018)

| Ministères/Institutions | Dotation 2018 (Budget) (en FCFA) | Dotation 2018 (budget ajustée) (en FCFA) | Exécution fin mars 2018 (en FCFA) | Taux d'exécution |
|--|--|--|---|---------------------|
| Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public | 350 000 000 | 350 000 000 | 0 | 0,00% |
| Ministère d'Etat, Ministère de la Défense | 40 280 000 000 | 40 280 000 000 | 0 | 0,00% |
| Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur | 20 468 916 | 20 468 916 | 0 | 0,00% |
| Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité | 1 463 508 621 | 1 463 508 621 | 480 000 | 0,00% |
| Ministère des Transports | 89 125 007 440 | 89 125 007 440 | 123 476 995 | 0,10% |
| Ministère de la Culture et de la Francophonie | 843 325 462 | 843 325 462 | 5 100 000 | 0,60% |
| Ministère des Ressources Animales et Halieutiques | 12 170 088 135 | 12 170 088 135 | 79 958 085 | 0,70% |
| Secrétariat d'Etat chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle | 22 023 130 167 | 22 023 130 167 | 359 650 835 | 1,60% |
| Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité | 45 849 091 642 | 45 849 091 642 | 851 178 276 | 1,90% |
| Ministère de l'Economie et des Finances | 29 828 889 423 | 29 828 889 423 | 727 264 107 | 2,40% |
| Ministère des Eaux et Forêts | 2 351 987 051 | 2 351 987 051 | 58 971 596 | 2,50% |
| Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme | 32 151 375 187 | 32 151 375 187 | 1 037 040 363 | 3,20% |
| Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable | 9 226 711 005 | 9 226 711 005 | 363 672 550 | 3,90% |
| Ministère de la santé et de l'Hygiène publique | 119 596 332 591 | 119 596 332 591 | 5 416 830 960 | 4,50% |
| Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat | 130 343 453 145 | 51 033 353 013 | 7 869 007 530 | 6,00% |
| Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique | 19 287 494 682 | 19 287 494 682 | 1 178 994 290 | 6,10% |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique | 37 657 276 434 | 37 657 276 434 | 2 695 860 000 | 7,20% |
| Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale | 18 592 764 750 | 18 592 764 750 | 1 379 284 162 | 7,40% |
| Ministère des Infrastructures Economiques | 762 565 703 853 | 762 565 703 853 | 99 581 256 145 | 13,10% |
| Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME | 2 672 364 188 | 2 672 364 188 | 382 415 562 | 14,30% |
| Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle | 70 412 603 224 | 70 412 603 224 | 10 081 604 488 | 14,30% |
| Ministère des Affaires Etrangères | 3 394 879 667 | 3 394 879 667 | 497 059 543 | 14,60% |
| Ministère des Sports et des Loisirs | 48 632 966 617 | 48 632 966 617 | 7 557 297 254 | 15,50% |
| Primature | 38 315 489 275 | 38 315 489 275 | 6 289 689 135 | 16,40% |
| Parquet Général | 19 178 976 | 19 178 976 | 3 260 426 | 17,00% |
| Médiateur de la République | 141 327 612 | 141 327 612 | 24 025 694 | 17,00% |
| Cour Suprême | 370 574 000 | 370 574 000 | 62 997 580 | 17,00% |
| Assemblée Nationale | 690 641 166 | 690 641 166 | 117 408 998 | 17,00% |
| Ministère du Plan et du Développement | 8 781 129 920 | 8 781 129 920 | 2 111 548 007 | 24,00% |
| Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural | 44 362 803 529 | 44 362 803 529 | 14 320 287 772 | 32,30% |
| Ministère du Tourisme | 649 840 171 | 649 840 171 | 234 600 000 | 36,10% |
| Ministère de la Fonction Publique | 669 900 166 | 669 900 166 | 243 967 500 | 36,40% |
| Ministère du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables | 214 471 090 917 | 214 471 090 917 | 92 879 611 064 | 43,30% |
| Présidence de la République | 13 186 119 148 | 13 186 119 148 | 7 452 134 360 | 56,50% |
| Ministère de l'Industrie et des Mines | 5 980 976 817 | 5 980 976 817 | 3 579 426 087 | 59,80% |
| Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Poste | 1 477 623 962 | 1 477 623 962 | 1 115 659 778 | 75,50% |
| Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme | 18 217 695 888 | 18 217 695 888 | 14 808 996 309 | 81,30% |
| Commission Electorale Indépendante | 103 596 175 | 103 596 175 | 103 596 175 | 100,00% |
| TOTAL (y/c FIMR & FER) | 1 986 819 767 042 | 1 907 509 666 910 | 316 521 611 626 | 15,90% |

ANNEXE 4 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN MARS 2018
(toutes sources de financement confondues)

| DOMAINES | (en FCFA) | | | |
|---|--------------------------|--------------------------|------------------------|------------------------|
| | 2017 | 2018 | | |
| | Exécution fin 2017 | BUDGET | Prévision fin mars | Réalisation fin mars |
| 01 Agriculture et développement rural | 84 307 351 351 | 105 900 499 531 | 14 749 010 303 | 11 358 290 565 |
| 01.0 Administration générale | 45 001 020 545 | 55 741 020 131 | 7 298 229 761 | 4 053 246 118 |
| 01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture | 5 933 956 789 | 16 179 798 076 | 2 129 607 729 | 348 733 228 |
| 01.2 Formation et encadrement | 15 101 811 081 | 13 187 530 031 | 3 582 757 719 | 3 996 570 285 |
| 01.3 Aménagement hydro-agricole | 4 682 375 603 | 7 418 834 516 | 1 738 415 093 | 2 959 740 997 |
| 01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR) | 13 588 187 333 | 13 373 316 777 | | |
| 02 Ressources Halieutiques et Production Animale | 10 199 695 067 | 15 670 202 564 | 3 862 802 350 | 1 517 765 157 |
| 02.0 Administration générale / formation et encadrement | 6 040 524 571 | 7 861 800 710 | 1 732 317 927 | 1 356 073 035 |
| 02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière | 2 232 660 876 | 1 031 744 285 | 197 325 321 | 138 589 527 |
| 02.2 Pêche et aquaculture | 1 926 509 620 | 6 776 657 569 | 1 933 159 103 | 23 102 595 |
| 03 Education | 1 085 463 651 843 | 1 263 144 413 706 | 268 421 332 081 | 258 488 539 518 |
| 03.0 Administration générale | 34 957 945 511 | 32 878 401 174 | 5 701 415 994 | 2 102 453 425 |
| 03.1 Education préscolaire et enseignement primaire | 480 186 043 391 | 540 142 640 487 | 130 441 165 938 | 124 387 553 744 |
| 03.2 Alphabétisation | 452 116 549 | 462 225 911 | 110 180 617 | |
| 03.3 Secondaire général, technique et professionnel | 357 334 402 413 | 463 358 631 159 | 86 818 563 593 | 84 986 591 455 |
| 03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique | 212 533 143 979 | 226 302 514 975 | 45 350 005 939 | 47 011 940 894 |
| 04 Santé | 338 948 310 186 | 356 062 170 118 | 83 323 681 108 | 54 466 424 750 |
| 04.00 Administration générale santé | 165 008 814 496 | 175 496 596 082 | 35 945 652 143 | 36 288 471 833 |
| 04.01 Système de santé primaire | 70 639 077 461 | 88 110 513 798 | 20 419 825 192 | 9 885 641 310 |
| 04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination) | 1 522 464 239 | 2 000 000 000 | 524 000 000 | |
| 04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies | 20 431 501 556 | 29 227 570 731 | 10 256 380 730 | 5 070 000 |
| 04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition | 11 318 026 632 | 11 275 671 625 | 3 525 249 201 | |
| 04.05 VIH/SIDA | 23 275 602 058 | 11 803 082 290 | 3 785 271 386 | 43 716 948 |
| 04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés | 46 752 823 744 | 38 148 735 592 | 8 867 302 455 | 8 243 524 659 |
| 05 Eau et Assainissement | 48 271 355 026 | 106 994 286 093 | 22 956 551 377 | 6 322 844 462 |
| 05.1 Accès à l'eau potable et assainissement | 47 478 719 409 | 96 799 177 376 | 19 803 216 196 | 6 287 230 117 |
| 05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution | 792 635 617 | 10 195 108 717 | 3 153 335 181 | 35 614 345 |
| 06 Energie | 113 872 673 583 | 90 075 910 351 | 17 193 754 299 | 77 912 796 410 |
| 06.1 Accès à l'électricité | 113 872 673 583 | 90 075 910 351 | 17 193 754 299 | 77 912 796 410 |
| 07 Routes et ouvrages d'art | 329 357 739 737 | 216 547 905 821 | 50 895 452 804 | 95 410 535 010 |
| 07.1 Entretien pistes rurales | 22 279 511 996 | 6 630 900 000 | 1 480 736 200 | 3 620 317 397 |
| 07.2 Constructions d'ouvrages d'art | 9 153 718 115 | 500 000 000 | 131 000 000 | 60 703 710 |
| 07.3 Autres travaux routiers | 297 924 509 626 | 209 417 005 821 | 49 283 716 604 | 91 729 513 903 |
| 08 Affaires Sociales | 27 217 653 266 | 39 994 532 153 | 9 083 601 171 | 3 243 971 870 |
| 08.0 Administration générale | 19 269 584 877 | 21 938 441 269 | 5 064 521 805 | 3 102 175 071 |
| 08.1 Formations destinées aux femmes | 587 604 560 | 401 984 784 | 61 290 512 | 13 029 000 |
| 08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux | 3 922 740 626 | 3 428 043 587 | 483 721 311 | 128 375 061 |
| 08.3 Formation au personnel d'appui | 1 617 774 996 | 1 595 487 340 | 449 014 605 | |
| 08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes | 1 819 948 207 | 12 630 575 173 | 3 025 052 939 | 392 738 |
| 09 Décentralisation | 55 042 599 537 | 65 661 749 836 | 13 337 344 731 | 10 215 490 785 |
| 09.1 Décentralisation | 55 042 599 537 | 65 661 749 836 | 13 337 344 731 | 10 215 490 785 |
| 10 Reconstructions et réhabilitations | 12 700 000 000 | 9 637 077 907 | 2 524 914 412 | 839 897 529 |
| 10.1 Reconstruction et réhabilitation | | 453 375 200 | 118 784 302 | |
| 10.2 Habitat et logements sociaux | 12 700 000 000 | 9 183 702 707 | 2 406 130 109 | 839 897 529 |
| 11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté | 4 258 604 006 | 21 104 760 966 | 4 940 567 830 | 480 998 562 |
| 11.1 Promotion et insertion des jeunes | 2 590 313 221 | 18 696 346 487 | 4 245 386 865 | 411 335 301 |
| 11.2 Appui et suivi DSRP | 84 698 598 | 1 500 000 000 | 500 800 000 | |
| 11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat | 1 583 592 187 | 908 414 479 | 194 380 966 | 69 663 261 |
| TOTAL | 2 109 639 633 602 | 2 290 793 509 046 | 491 289 012 466 | 520 257 554 617 |